

Au Mali, le nouveau gouvernement déjà fortement contesté

Le nouveau Premier ministre de transition, Cheick Modibo Diarra, a formé mercredi 25 avril 2012 un gouvernement resserré, composé surtout de techniciens et de militaires. La nouvelle équipe est composée de 24 membres, dont trois militaires proches des soldats putschistes, et trois femmes, dont l'une est originaire du Nord. Les autres sont essentiellement des techniciens peu connus du sérail politique malien. Sadio Lamine Sow, seul ministre d'Etat, chargé des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a la particularité d'être proche du président burkinabé Blaise Compaoré dont il était jusqu'ici un des conseillers spéciaux à Ouagadougou. Les réactions et critiques à la formation du gouvernement ne se sont pas faites attendre.

Aucune grande personnalité politique malienne, qu'elle soit opposée ou favorable au dernier coup d'Etat, ne figure dans ce nouveau gouvernement. Il comprend surtout des technocrates, dont certains ont la réputation d'être très compétents, ce qui n'en fait pas pour autant des personnalités consensuelles.

L'accord cadre signé début avril entre la Cédéao et la junte prévoyait la mise en place d'un gouvernement d'union nationale or la plupart des partis et des organisations de la société civile n'ont pas eu leur mot à dire et se sentent de fait exclus de la transition qui se prépare.

Il n'y a pas un seul ministre touareg non plus et c'est un handicap selon certains observateurs qui voient là un mauvais départ pour apaiser la rébellion.

Au cœur de la nouvelle équipe, figurent sans surprise trois hommes en uniforme. Parmi eux un jeune Saint-Cyrien, le colonel, Moussa Simko Coulibaly. Il sera en théorie chargé d'organiser les futures élections. C'est un proche du capitaine Sanogo, son actuel directeur de cabinet.

Un gouvernement qui suscite déjà des critiques

Opposants et partisans du coup d'Etat militaire du 22 mars qui a renversé le régime du président Amadou Toumani Touré au Mali ont désapprouvé mercredi le gouvernement du Premier ministre malien de transition Cheick Modibo Diarra. « *Ce gouvernement a été formé en violation flagrante de l'accord-cadre* » signé par les putschistes et la médiation des pays d'Afrique de l'Ouest, qui prévoit la mise en place d'un « *gouvernement d'union nationale composé de personnalités consensuelles* », déclare le Front uni pour la défense de la République et de la démocratie (FDR, opposé au putsch) dans un communiqué.

Amadou Koïta : « pas un gouvernement consensuel »

Secrétaire politique du Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République

Le Front n'a pas été consulté depuis la nomination du Premier ministre, pour la mise en place du gouvernement, donc nous pensons que ce gouvernement n'est pas un gouvernement consensuel ; il ne répond pas à la crise politique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Nous prenons acte de la mise en place de ce gouvernement mais nous

disons qu'il viole l'accord cadre signé entre le CNRDRE et la Cédéao... Pour faire face à la crise au Nord du pays, il faut une union sacrée de l'ensemble des acteurs politiques de la société civile...

Le Mouvement Populaire du 22 mars, coalition qui avait apporté son soutien au coup d'Etat - le SADI en fait partie- note elle aussi que l'équipe qui vient d'être nommée n'a rien d'un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement n'incarne pas le changement résume le mouvement qui dit prendre ses distances avec le comité militaire et le Premier ministre.

Qu'attendre du sommet extraordinaire de la Cédéao ce jeudi à Abidjan ?

Les partis opposés au coup d'Etat du 22 mars n'ont pas attendu ce jeudi 26 avril pour lancer leur appel à la Cédéao. En début de semaine, ils ont demandé à l'organisation ouest-africaine de s'engager pour un retour réel de la démocratie au Mali car, pour l'ensemble des leaders politiques et des organisations de la société civile qui composent le Front, les masques sont en train de tomber.

Le pouvoir est toujours détenu au camp militaire de Kati et les autorités civiles mises en place n'ont qu'une fonction honorifique. Pour le FDR, la Cédéao n'a fait que légitimer les putschistes.

Que dira ce jeudi la Cédéao du gouvernement formé mercredi à Bamako ? C'est la question que se posent ceux qui rappellent que les textes prévoyaient un gouvernement d'union nationale.

Le capitaine Sanogo, patron du Comité militaire mis en place depuis le coup d'Etat, semble aborder ce sommet plutôt avec sérénité. Il dit attendre de l'organisation régionale des solutions de sortie de crise, et un accompagnement de la transition. Selon l'accord-cadre déjà signé le 6 avril, la prochaine étape sera de redéfinir les prérogatives de chacun, et donc du CNRDRE.